



**BASE AERONAVALE DE LANN-BIHOUE (56)**

**RESTAURANT C17**

**ADAPTATION DU QUAI DE CHARGEMENT/DECHARGEMENT**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

## **ARTICLE 1. - DEFINITION DES PRESTATIONS**

### **1.1. Description sommaire des prestations**

Le présent C.C.T.P a pour objet d'apporter une solution technique au problème de transfert de charges avec des différences de niveau entre le quai et les différents véhicules.

L'objectif est d'améliorer les conditions de travail des utilisateurs en répondant aux normes de santé et sécurité au travail.

### **1.2. Prestations à la charge du titulaire**

Les prestations à la charge du titulaire comprennent :

- Les études et la conception technique nécessaires à la réalisation de la prestation ;
- La fourniture, l'installation et la mise en service de l'ensemble du système d'élévation, coffret de commande compris ;
- Les frais de main d'œuvre nécessaires à la réalisation des prestations (y compris toute action sur les installations de chantier) ;
- Les frais de contrôle par un organisme agréé des installations (électricité/levage) ;
- La fourniture d'un dossier technique comprenant :
  - Les schémas électriques complets du nouveau coffret ;
  - La documentation technique des équipements.
- une sauvegarde informatique au format PDF comprenant :
  - Tous les documents du dossier technique ;
  - Les schémas électriques au format PDF.
- La formation des opérateurs et du futur mainteneur des installations ;
- Les frais de nettoyage divers ;
- Les frais inhérents à l'enlèvement de tous déchets, gravats résultant des prestations et leur transport en décharge appropriée.

### **1.3. Normes et règlements à appliquer**

**Pour l'ensemble de la prestation, le titulaire du présent marché devra respecter les contraintes, les obligations et consignes répondant aux normes de santé et de sécurité au travail pour les futurs utilisateurs de la plateforme élévatrice.**

Les prestations doivent être exécutés selon les règles de l'Art et conformément aux prescriptions des normes et règlements en vigueur le jour de la soumission.

L'entrepreneur déclare connaître parfaitement l'ensemble des lois et décrets en vigueur, applicable aux ouvrages de la présente opération et publiés le jour de la signature du marché.

Les installations doivent être conformes aux lois, règles de l'art, règlements, décrets, arrêtés, circulaires, normes et avis techniques et tout texte publié le jour de la remise des offres.

Notamment, il devra être tenu compte des documents suivants :

- Directive machine européenne 2006/42/CE ;
- L'arrêté du 1 mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage ;

- Norme ISO 3691-5 : 2014 ;
- Norme 1570-1 sur les tables élévatrices.

#### **1.4. Pièces jointes**

- ✕ N°01 – Plans projet ;
- ✕ N°02 – Rapport de diagnostic amiante.

### **ARTICLE 2. - DESCRIPTIF DES PRESTATIONS**

#### **2.1 Installation d'une table élévatrice**

- Tension d'alimentation : Mono 220 volts ;
- Capacité minimum de levage : 850 kg ;
- Dimensions minimum du plateau élévateur : 1 200 x 1 600mm ;
- 2 rambardes de sécurité fixes soudées :
  - \* 1 rambarde sur un côté largeur de 1 200 mm ;
  - \* 1 rambarde sur un côté longueur de 1 600 mm.
- 1 rambarde de sécurité amovible avec contact de présence sur un côté largeur de 1 200 mm
- Un portique type goal post démontable embarqué sur le plateau élévateur et installé sur le côté longueur de 1 600 mm correspondant au quai
- Un soufflet type accordéon démontable installé sur les 4 faces de l'appareil entre le dessous du plateau élévateur et le dessus du châssis de base. Il permettra de protéger et interdire l'accès sous le système élévateur au cours de l'élévation.
- Un cadre de sécurité anti-cisaillement suspendu sous le périmètre du plateau, avec contacts électriques, destiné à arrêter le fonctionnement de l'appareil en cas de rencontre d'obstacles au cours de la descente.
- Des articulations, galets et paliers équipés de bagues ou coussinets antifriction, sans entretien
- Des cales rabattables manuellement assurant le blocage mécanique du système élévateur à un niveau donné pour permettre les interventions ou les opérations d'entretien en toute sécurité.

L'ensemble de la structure sera fixé sur un châssis autoportant équipé de pieds réglables en hauteur afin que la table soit parfaitement rectiligne. Cette structure sera fixée au sol.

Cette prestation comprend également :

- Le déchargement du matériel ;
- Les dispositifs de sécurité interne et externe ;
- Tous les équipements électriques/électroniques nécessaires au bon fonctionnement de l'installation et leur raccordement, percement et rebouchage compris pour le passage de câble (cf. plans projet en PJ N°1).

## **2.2 Vérification par un organisme de contrôle**

Au titre de la prestation, le titulaire devra faire intervenir un organisme agréé pour la vérification initiale. Celle-ci devra comprendre :

- La vérification des installations électriques ;
- Les examens, épreuves et essais à effectuer au niveau de l'appareil de levage conformément à l'arrêté du 1 mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage.

## **2.3 Nettoyage de chantier**

Pour ce qui concerne le nettoyage final, le titulaire doit le nettoyage des ouvrages ou équipements concernés par les prestations, le balayage, le lavage des sols et vitres.

## **2.4 DOE**

L'ensemble des documents, dénommé DOE (Dossier d'Ouvrage Exécuté), qui seront fournis par l'entrepreneur après exécution des prestations comprendra :

- Dossier de Fonctionnement de l'Ouvrage (DFO)

DFO/1 : Notes de calcul ;

DFO/2 : Essais ;

DFO/3 : Notices de fonctionnement.

- Dossier de Maintenance de l'Ouvrage (DMO) ;

DMO/1 : Notices de maintenance utilisateur ;

DMO/2 : Notices de maintenance service maintenance.